

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE****Macron n'a pas de leçons à donner en matière de démocratie**

Depuis plus de deux mois, la population du Bélarus se révolte, pour exiger plus de démocratie et de droits sociaux, face à un pouvoir sourd à ses demandes, politiquement illégitime et usant de la violence et de la répression contre le mouvement social. Cette réaction du pouvoir, fort logiquement, ne fait que nourrir et grandir la légitime colère populaire.

Le 17 août dernier, la CGT était la première organisation syndicale française à exiger que cessent les violences, que soient immédiatement libérés les syndicalistes injustement emprisonnés et que les exigences sociales et démocratiques des travailleur.euse.s du Bélarus, mobilisé.e.s dans de nombreuses grèves et manifestations, soient entendues et satisfaites.

Le président Macron, à l'occasion de son déplacement dans les pays Baltes, fait mine d'entendre cette colère. Il vient de se dire « *impressionné par le courage des manifestants. Ils savent les risques qu'ils prennent, en défilant tous les week-ends et, pourtant, ils poursuivent le mouvement pour faire vivre la démocratie dans un pays qui en est privé depuis si longtemps.* »

Alors que, depuis deux ans, la répression des manifestations, en France, a fait des milliers de blessés, une trentaine d'éborgné.e.s, une dizaine de mutilé.e.s, que Zineb Redouane en est morte, le nouveau schéma national du maintien de l'ordre (SNMO), présenté la semaine dernière, confirme la volonté du ministère de l'Intérieur de rejeter toute évolution significative et ouvre la voie à de nouvelles atteintes à la liberté de manifester et à la liberté d'information. Il entérine le maintien des grenades de désencerclement et des LBD 40, malgré les appels du Conseil de l'Europe. Les journalistes se voient associé.e.s, sans distinction, aux manifestant.e.s, puisqu'il leur est rappelé qu'ils commettaient un délit, en cas de non-dispersion après des sommations, ce qui revient à entraver leur travail, au moment où leur présence est la plus utile et nécessaire.

La France se distingue tristement, en Europe, par le nombre de personnes mutilées ou gravement blessées, dans le cadre de manifestations malgré les enquêtes et alertes du Défenseur des droits, du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme, de journalistes, du Conseil de l'Europe, etc.

Plutôt que de délivrer, avec beaucoup de cynisme, des leçons internationales de démocratie, il serait heureux et décent que le président Macron double son appréciation de la situation politique et sociale au Bélarus de réels engagements en faveur de la liberté de manifester, en France.

Montreuil, le 29 septembre 2020